

- 4) psychosociale raadplegingen organiseren;  
 5) andere door de Minister of zijn afgevaardigde goedgekeurde sociale activiteiten organiseren;  
 6) de verdeling van dranken en maaltijden organiseren voor de vergaderzalen van de FOD Economie en bij recepties.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 3 juni 2013.

J. VANDE LANOTTE

- 4) organiser des consultations psychosociales;  
 5) organiser toute autre activité à caractère social approuvée par le Ministre ou son délégué;  
 6) organiser un service de distribution de boissons et de restauration pour les salles de réunion du SPF Economie et à l'occasion de réceptions.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*

Bruxelles, le 3 juin 2013.

J. VANDE LANOTTE

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
 GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
 GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE**

**VLAAMSE OVERHEID**

**Economie, Wetenschap en Innovatie**

[C – 2014/35257]

**14 FEBRUARI 2014. — Ministerieel besluit houdende delegatie van de bevoegdheid tot het toekennen van subsidies in het kader van de gesloten projectoproep 'ESKIMO - Stimuleren van de ESCO-markt voor K.M.O.'s'. Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* van 26 februari 2014, 2e editie, op bladzijde 15832 werd bovenstaand ministerieel besluit gepubliceerd.

Het 2<sup>e</sup> lid in de aanhef moet als volgt gewijzigd worden:

“Gelet op het decreet van 28 juni 2013 houdende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 2013, artikel 69, vierde lid;”

TRADUCTION

**AUTORITE FLAMANDE**

**Economie, Sciences et Innovation**

[C – 2014/35257]

**14 FEVRIER 2014. — Arrêté ministériel portant délégation de la compétence d'octroi de subventions dans le cadre de l'appel à projets fermé « ESKIMO - Stimulation du marché des ESCO pour les PME ». — Erratum**

A la page 15832 du *Moniteur belge* du 26 février 2014, 2<sup>e</sup> édition, l'arrêté ministériel susmentionné a été publié.

L'alinéa 2 du préambule doit être modifié comme suit :

« Vu le décret du 28 juin 2013 portant ajustement du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2013, l'article 69, alinéa quatre ; »

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2014/201572]

**20 FEVRIER 2014. — Décret "Climat" (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Généralités

Section 1<sup>re</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

- 1<sup>o</sup> Agence : l'Agence wallonne de l'air et du climat;  
 2<sup>o</sup> budget global d'émission : la quantité totale de gaz à effet de serre exprimée en tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> pouvant être émise au cours d'une période budgétaire par les sources visées à l'article 2;  
 3<sup>o</sup> budget partiel d'émission : la quantité déterminée de gaz à effet de serre exprimée en tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> pouvant être émise au cours d'une période budgétaire par les sources visées à l'article 2 par un secteur déterminé;

4° budget global annuel d'émissions : le quotient de la division du budget global d'émission par la durée de la période budgétaire à laquelle il se rapporte, multiplié par un facteur linéaire, de manière à ce que la somme des budgets annuels d'une période budgétaire corresponde au budget global d'émission de cette période budgétaire;

5° budget partiel annuel d'émissions : le quotient de la division du budget partiel d'émission par la durée de la période budgétaire auquel il se rapporte, multiplié par un facteur linéaire, de manière à ce que la somme des budgets annuels d'une période budgétaire corresponde au budget global d'émission de cette période budgétaire;

6° Comité des experts : le Comité des experts visé au Chapitre 5;

7° émissions nettes de gaz à effet de serre : la quantité des émissions de gaz à effet de serre visées aux articles 2 et 3 desquelles sont soustraites les absorptions de ces gaz à effet de serre;

8° tonne d'équivalent CO<sub>2</sub> : la tonne métrique de dioxyde de carbone ou quantité de tout autre gaz à effet de serre visé à l'article 3 ayant un potentiel de réchauffement planétaire équivalent;

9° Fonds wallon « Kyoto » : le fonds créé au sein du budget des recettes et du budget général des dépenses de la Région par l'article 13 du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

10° période budgétaire : la période de cinq ans pour laquelle un budget d'émissions est fixé conformément aux dispositions du chapitre 2;

11° quantité de l'année de référence : la quantité totale d'émissions de gaz à effet de serre visés à l'article 3 pour les sources visées à l'article 2 en 1990;

12° quota : le quota visé à l'article 2 du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

#### Section 2. — Champ d'application

**Art. 2.** Le présent décret s'applique aux émissions anthropiques par les sources et à l'absorption par les puits des gaz à effet de serre, sur le territoire de la Région wallonne, à l'exception du transport aérien international.

**Art. 3.** Les gaz à effet de serre visés à l'article 2 sont :

1° le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>);

2° le méthane (CH<sub>4</sub>);

3° le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O);

4° les hydrofluorocarbures halogénés (HFC);

5° les hydrocarbures perfluorés (PFC);

6° l'hexafluorure de soufre (SF<sub>6</sub>).

Sur proposition de l'Agence, le Gouvernement complète la liste des gaz à effet de serre figurant au premier alinéa afin de se conformer aux obligations internationales ou européennes.

#### Section 3. — Objectifs

**Art. 4.** Le présent décret a pour objectifs la réduction des émissions de gaz à effet de serre de :

1° 30 pour cent d'équivalents CO<sub>2</sub> par rapport à la quantité de l'année de référence d'ici 2020;

2° 80 à 95 pour cent d'équivalents CO<sub>2</sub> par rapport à la quantité de l'année de référence d'ici 2050.

Le Gouvernement fixe, au plus tard le 31 décembre 2020, le pourcentage de réduction des émissions à atteindre pour 2050 en fonction des obligations internationales ou européennes. A défaut, le pourcentage à atteindre est de 95 pour cent.

### CHAPITRE II. — Budgets d'émission

#### Section 1<sup>re</sup>. — Procédure pour arrêter les budgets globaux d'émission, les listes des secteurs et les budgets partiels d'émission

**Art. 5.** Chaque budget d'émission tient compte des critères suivants :

1° l'atteinte des objectifs visés à l'article 4;

2° les budgets globaux et partiels d'émission déjà adoptés de manière, notamment, à ce que les budgets soient inférieurs d'une période budgétaire à l'autre;

3° l'état des connaissances scientifiques en matière de changement climatique;

4° le cadre réglementaire international et européen en matière de changement climatique;

5° les capacités technico-économiques de réduction des émissions ou d'absorption de gaz à effet de serre;

6° l'impact du budget global d'émission sur la situation socio-économique de la Région et, le cas échéant, l'impact du budget partiel d'émissions sur le secteur concerné;

7° l'impact du budget global d'émission sur les dépenses publiques;

8° l'impact du budget global d'émission sur l'offre énergétique et sur l'intensité carbone et énergétique de l'économie.

**Art. 6.** Pour les périodes budgétaires autres que celles visées à l'article 9, l'Agence élabore une proposition de budget global d'émission.

Pour l'ensemble des budgets globaux d'émission, en ce compris ceux visés à l'article 9, sans préjudice de l'article 10, l'Agence propose la liste des secteurs entre lesquels le budget global d'émission est ventilé et, pour chaque secteur, un budget partiel d'émission.

Les propositions visées aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 sont soumises au Comité des experts avant le 30 juin de l'année qui précède de 12 ans le début de la période budgétaire concernée.

**Art. 7.** Le Comité des experts examine la compatibilité de la proposition de l'Agence avec les critères visés à l'article 5. Sur la base de ces critères, le Comité des experts peut amender la proposition de budget global d'émission de l'Agence.

Le Comité des experts peut également proposer une modification des secteurs et des budgets partiels d'émission.

Le Comité des experts dépose son avis motivé à l'Agence pour le 31 décembre de l'année qui précède de 12 ans le début de la période budgétaire concernée. L'Agence publie cet avis sur son site Internet et transmet cet avis au Gouvernement avec ses commentaires.

**Art. 8.** Afin de rencontrer les objectifs visés à l'article 4, le Gouvernement arrête :

1° le budget global d'émission pour chaque période budgétaire, à l'exception des périodes visées à l'article 9;

2° la liste des secteurs et les budgets partiels d'émission pour chaque période budgétaire.

Le Gouvernement motive sa décision au regard des critères visés à l'article 5.

La décision contient une motivation circonstanciée lorsque le budget global, la liste des secteurs ou les budgets partiels d'émission retenus diffèrent de ceux recommandés dans l'avis du Comité des experts.

Le Gouvernement adopte également les budgets annuels pour chaque période budgétaire.

Les budgets d'émission, y compris les budgets annuels, et la liste des secteurs sont arrêtés au plus tard le 30 septembre de l'année qui précède de 11 ans le début de la période budgétaire concernée.

#### *Section 2. — Dispositions particulières relatives à certaines périodes budgétaires*

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Budgets globaux d'émission pour les périodes budgétaires 2018-2022 et 2048-2052

**Art. 9.** Pour la période budgétaire 2018-2022, le budget global d'émission est fixé à 191 817 kilotonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>.

Pour la période budgétaire 2048-2052, le budget global d'émission est fixé de 13 701 kilotonnes à 54 805 kilotonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>.

Sous-section 2. — Budgets d'émission et liste des secteurs pour la période budgétaire qui se termine le 31 décembre 2017, et les périodes budgétaires 2018-2022 et 2023-2027

**Art. 10.** Par dérogation aux articles 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, et 6, alinéas 3, 7 et 8, le Gouvernement arrête dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret :

1° le budget global d'émission, la liste des secteurs, les budgets partiels d'émission et les budgets annuels pour la première période budgétaire qui commence dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret et se termine le 31 décembre 2017;

2° la liste des secteurs, les budgets partiels d'émission et les budgets annuels pour la période budgétaire 2018-2022.

**Art. 11.** Par dérogation aux articles 6, alinéas 3, 7, alinéas 3 et 8, alinéa 5, le budget global d'émission, la liste des secteurs, les budgets partiels d'émission pour la période budgétaire 2023-2027 sont arrêtés pour le 30 septembre 2017.

Par dérogation à l'article 8, alinéa 5, les budgets annuels pour la période budgétaire 2023-2027 sont également arrêtés pour le 30 septembre 2017.

Les propositions de l'Agence visées à l'article 6, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, sont soumises au Comité des experts avant le 30 juin 2016.

Le Comité des experts dépose son avis motivé à l'Agence pour le 31 décembre 2016.

### *CHAPITRE III. — Instruments de mise en œuvre*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Plan Air Climat Energie*

**Art. 12.** En même temps qu'elle remet ses propositions de budget en application des articles 6 et 11, l'Agence remet au Gouvernement un rapport décrivant les propositions de mesures pour respecter, en tenant compte des objectifs régionaux en matière d'énergie fixés par le Gouvernement :

1° les budgets d'émission de la période budgétaire en cours et des périodes budgétaires ultérieures, en ce compris celle pour laquelle un budget d'émission doit être fixé;

2° les objectifs de qualité de l'air ambiant fixés en vertu de la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique.

Ce rapport est assorti d'un calendrier prévisionnel de l'entrée en vigueur des mesures, de l'évaluation des effets du dispositif sur les différents acteurs, de l'analyse coût-bénéfice de ces mesures, et le cas échéant des sources de financement potentielles.

**Art. 13.** Notamment sur la base du rapport de l'Agence visé à l'article 12, le Gouvernement élabore un projet de Plan Air Climat Energie qui expose les mesures qu'il envisage de prendre pour respecter les budgets d'émission de la période budgétaire en cours et des périodes budgétaires ultérieures, en ce compris celle pour laquelle un budget d'émission doit être fixé, ainsi que pour veiller au respect des objectifs en matière d'énergie et à la qualité de l'air. Ce projet de plan est assorti d'un calendrier prévisionnel de l'entrée en vigueur des mesures, des effets de ces mesures, et de l'analyse coût-bénéfice de ces mesures.

**Art. 14.** Les articles D.40 à D.45 du Code de l'Environnement sont applicables à l'élaboration du Plan Air Climat Energie.

Le Gouvernement communique son Plan Air Climat Energie au Parlement pour le 31 décembre de chacune des années au cours de laquelle il adopte les budgets.

**Art. 15.** Lorsque les échéances des engagements internationaux ne coïncident pas avec l'échéance d'une période budgétaire, le Gouvernement peut modifier l'horizon temporel du Plan de manière à faire coïncider ces échéances.

Pour la première période budgétaire qui se termine le 31 décembre 2017 et la période budgétaire 2018-2022, le Gouvernement adopte en 2014, notamment sur la proposition de l'Agence en ce qui concerne le chapitre « air et climat », le projet de Plan Air Climat Energie visé à l'article 13 exposant les propositions de mesures pour respecter les budgets d'émission des deux périodes budgétaires, ainsi que pour veiller à la qualité de l'air. Il communique ensuite le Plan Air Climat Energie au Parlement.

#### *Section 2. — Habilitation du Gouvernement*

**Art. 16.** Le Gouvernement dispose des pouvoirs que lui octroie l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique pour mettre en œuvre les mesures qu'il juge opportunes pour respecter les budgets d'émissions.

CHAPITRE IV. — *Respect des budgets d'émission et suivi du Plan Air Climat Energie**Section 1<sup>re</sup>.* — Suivi du Plan Air Climat Energie et examen du respect des budgets annuels d'émission

**Art. 17.** Pour le 30 juin de chaque année, l'Agence soumet au Gouvernement un rapport de suivi sur la mise en œuvre du présent décret.

Le rapport de suivi comporte trois volets :

- 1° un rapport de suivi de la mise en œuvre des mesures du Plan Air Climat Energie;
- 2° un rapport indiquant les émissions nettes de gaz à effet de serre au cours de l'année précédant la dernière écoulée;
- 3° un avis dans lequel l'Agence détermine, en tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> l'écart éventuel d'émission de gaz à effet de serre par rapport au budget global annuel d'émission et aux budgets partiels annuels d'émission.

Le rapport visé à l'alinéa 2, 2°, est élaboré sur la base des informations relatives aux gaz à effet de serre compilées par l'Agence et utilisées pour répondre aux obligations européennes de rapportage de la Région. Ce rapport détaille en outre, pour chaque gaz à effet de serre et pour chacun des secteurs, les émissions et les absorptions de gaz à effet de serre exprimées en tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>. Ce rapport mentionne également toute modification des informations contenues dans les rapports des années antérieures effectuée suite aux exigences européennes de rapportage.

Dans l'avis visé à l'alinéa 2, 3°, l'Agence prend en compte les circonstances qui ont émaillé la période observée. Le cas échéant, cet avis est assorti de recommandations sur les moyens à mettre en œuvre en vue de compenser le dépassement des budgets annuels d'émission au cours de la période budgétaire en cours.

**Art. 18.** L'Agence incorpore le rapport visé à l'article 17 dans le rapport d'activités qu'elle adresse au Parlement conformément à l'article 4 du décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat en service à gestion séparée.

*Section 2.* — Actions sur les budgets : prélèvements et reports entre budgets globaux d'émission

**Art. 19.** Se fondant sur les rapports annuels visés à l'article 17 et plus particulièrement sur l'avis qu'ils comportent et pour un budget global d'émission qui n'est pas visé par l'article 9, l'Agence peut proposer d'augmenter le budget de la période en cours par prélèvement sur le budget global d'émission de la période budgétaire suivante, ou par le report de la partie du budget global d'émission d'une période budgétaire précédente qui excède les émissions nettes rapportées pour cette période budgétaire.

Le prélèvement et le report visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont limités à 4 % du budget global d'émission de la période budgétaire la plus tardive entre les deux périodes concernées.

Le Gouvernement arrête les éventuelles modifications budgétaires. Il peut solliciter l'avis du Comité des experts.

*Section 3.* — Modification des budgets globaux d'émission

**Art. 20.** Le budget global d'émission qui n'est pas visé à l'article 9, peut être modifié, sans qu'une telle modification ne puisse jamais intervenir après la fin de la période budgétaire à laquelle il se rapporte.

Se fondant sur les rapports annuels visés à l'article 17 et plus particulièrement sur l'avis qu'ils comportent, l'Agence peut élaborer une proposition de budget modifié qu'elle transmet au Comité des experts.

Dans les six mois de la réception de la proposition de l'Agence, le Comité des experts remet à l'Agence un avis motivé sur sa proposition.

Dans les six mois de la réception des avis de l'Agence et du Comité des experts, le Gouvernement peut modifier le budget global d'émission. La décision du Gouvernement contient une motivation circonstanciée lorsque sa décision diffère de l'avis du Comité des experts.

*Section 4.* — Examen du respect des budgets globaux d'émission à l'issue de la période concernée

**Art. 21.** Sur la base des rapports établis par l'Agence en vertu de l'article 17 relatifs à la période budgétaire concernée, le Comité des experts émet un avis dans lequel il détermine, si le budget global d'émission a été respecté. Le cas échéant, il détermine en tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> l'écart d'émission de gaz à effet de serre par rapport au budget global d'émission.

L'avis est transmis à l'Agence au plus tard le 30 septembre de la deuxième année qui suit la fin de la période budgétaire à laquelle le budget global examiné se rapporte.

**Art. 22.** Au plus tard le 15 novembre qui suit la réception de l'avis du Comité des experts visé à l'article 21, le Gouvernement dépose au Parlement son rapport sur le respect des budgets carbone. Son rapport est accompagné de l'avis visé à l'article 21. Le cas échéant, le Gouvernement propose les mesures correctrices qu'il estime nécessaires afin d'assurer le respect des budgets d'émission.

CHAPITRE V. — *Comité des experts*

**Art. 23.** Un Comité des experts est créé au sein de l'Agence.

**Art. 24.** Le Comité des experts a pour mission de réaliser les tâches ponctuelles qui lui sont confiées par le présent décret. Il n'est pas permanent.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Le Comité des experts est composé de sept membres choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et de compétence dans une matière en relation directe avec les missions du Comité des experts.

Le Comité des experts est composé de manière telle que celui-ci dispose d'une expertise notamment dans les domaines de :

- 1° la science du changement climatique;
- 2° la politique climatique;
- 3° l'économie;
- 4° les technologies;
- 5° les entreprises;
- 6° l'énergie;
- 7° l'aspect social et comportemental.

Le Gouvernement désigne les membres du Comité des experts.

§ 2. Le Gouvernement arrête le montant des indemnités octroyées aux membres du Comité des experts.

§ 3. L'Agence assure le secrétariat du Comité des experts.

§ 4. Il est interdit à tout membre de délibérer sur des objets pour lesquels il a un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel.

**Art. 26.** Le budget du Comité des experts est à charge du budget de l'Agence.

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives*

**Art. 27.** Dans l'article D.46, alinéa 1<sup>er</sup>, du Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, le 2<sup>o</sup> est abrogé.

**Art. 28.** À l'article 13 du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, modifié par les décrets des 22 juin 2006, 5 mars 2008, 6 octobre 2010 et 21 juin 2012, le paragraphe 2 est complété par le 11<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 11<sup>o</sup> le financement des actions qui figurent dans le Plan Air Climat Energie tel que déposé par le Gouvernement au Parlement en vertu de l'article 14, alinéa 2, du décret climat. ».

CHAPITRE VII. — *Entrée en vigueur*

**Art. 29.** Les rapports visés aux articles 17 et 18 sont établis pour la première fois en 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 février 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

(1) Session 2013-2014.

Documents du Parlement wallon, 943 (2013-2014). N<sup>os</sup> 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 19 février 2014.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/201572]

20. FEBRUAR 2014 — "Klima"-Dekret (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeines*

*Abschnitt 1* — Definitionen

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1<sup>o</sup> Agentur: die "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Wallonische Luft- und Klimaagentur);

2<sup>o</sup> globaler Emissionshaushalt: die in Tonnen CO<sub>2</sub>-Äquivalent ausgedrückte Gesamtmenge von Treibhausgasen, die durch die in Artikel 2 genannten Quellen im Laufe einer Haushaltsperiode emittiert werden darf;

3<sup>o</sup> partieller Emissionshaushalt: die in Tonnen CO<sub>2</sub>-Äquivalent ausgedrückte bestimmte Menge von Treibhausgasen, die durch die in Artikel 2 genannten Quellen eines bestimmten Sektors im Laufe einer Haushaltsperiode emittiert werden darf;

4<sup>o</sup> jährlicher globaler Emissionshaushalt: das Ergebnis der Teilung des globalen Emissionshaushalts durch die Dauer der Haushaltsperiode, auf die er sich bezieht, multipliziert mit einem linearen Koeffizienten, so dass die Summe der jährlichen Haushalte einer Haushaltsperiode dem globalen Emissionshaushalt dieser Haushaltsperiode entspricht;

5<sup>o</sup> jährlicher partieller Emissionshaushalt: das Ergebnis der Teilung des partiellen Emissionshaushalts durch die Dauer der Haushaltsperiode, auf die er sich bezieht, multipliziert mit einem linearen Koeffizienten, so dass die Summe der jährlichen Haushalte einer Haushaltsperiode dem globalen Emissionshaushalt dieser Haushaltsperiode entspricht;

6<sup>o</sup> Sachverständigenausschuss: der Sachverständigenausschuss im Sinne von Kapitel 5;

7° Netto-Treibhausgasemissionen: die Menge der in Artikel 2 und 3 genannten Treibhausgasemissionen abzüglich der abgebauten Treibhausgase;

8° Tonne CO<sub>2</sub>-Äquivalent: eine metrische Tonne Kohlendioxid oder eine Menge von irgendeinem sonstigen Treibhausgas nach Artikel 3 mit einem äquivalenten Erderwärmungspotenzial;

9° Wallonischer Kyoto-Fonds: der im Einnahmen- und allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Region durch Artikel 13 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls geschaffene Fonds;

10° Haushaltsperiode: der Fünfjahreszeitraum, für den ein Emissionshaushalt gemäß den Bestimmungen von Kapitel 2 festgelegt wird;

11° Menge des Referenzjahres: die Gesamtmenge der Emissionen aus den in Artikel 3 genannten Treibhausgasen für die in Artikel 2 genannten Quellen, im Jahre 1990;

12° Zertifikat: das Zertifikat im Sinne von Artikel 2 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto.

#### *Abschnitt 2 — Anwendungsbereich*

**Art. 2 -** Vorliegendes Dekret ist in der Wallonischen Region auf die anthropogenen Emissionen von Treibhausgasen aus Quellen und den Abbau solcher Gase durch Senken anwendbar, mit Ausnahme des internationalen Flugverkehrs.

**Art. 3 -** Die Treibhausgase im Sinne von Artikel 2 sind:

1° Kohlendioxid (CO<sub>2</sub>);

2° Methan (CH<sub>4</sub>);

3° Distickstoffoxid (N<sub>2</sub>O);

4° halogenierte Fluorkohlenwasserstoffe (HFC);

5° perfluorierte Kohlenwasserstoffe (PFC);

6° Schwefelhexafluorid (SF<sub>6</sub>).

Auf Vorschlag der Agentur ergänzt die Regierung die im ersten Absatz aufgeführte Liste der Treibhausgase, um den internationalen oder europäischen Verpflichtungen Rechnung zu tragen.

#### *Abschnitt 3 — Zielsetzungen*

**Art. 4 -** Vorliegendes Dekret zielt darauf ab, eine Minderung der Treibhausgasemissionen um folgende Werte zu erreichen:

1° 30 % CO<sub>2</sub>-Äquivalente bis 2020, im Vergleich zur Menge des Referenzjahres;

2° 80 bis 95% CO<sub>2</sub>-Äquivalente bis 2050, im Vergleich zur Menge des Referenzjahres.

Die Regierung bestimmt spätestens am 31. Dezember 2020 die prozentualen Emissionsminderungen, die aufgrund der internationalen oder europäischen Verpflichtungen bis 2050 zu erreichen sind. Ohne Anweisung der Regierung ist der zu erreichende Prozentsatz 95% .

### KAPITEL II — Emissionshaushalte

#### *Abschnitt 1 — Verfahren zur Festlegung der globalen Emissionshaushalte, der Listen der Sektoren und der partiellen Emissionshaushalte*

**Art. 5 -** Für jeden Emissionshaushalt werden folgende Kriterien berücksichtigt:

1° das Erreichen der in Artikel 4 genannten Ziele;

2° die bereits verabschiedeten globalen und partiellen Emissionshaushalte, insbesondere damit die Haushalte von einer Haushaltsperiode zur nächsten kleiner werden;

3° der Stand der wissenschaftlichen Kenntnisse im Bereich des Klimawandels;

4° der internationale und europäische Rechtsrahmen im Bereich des Klimawandels;

5° die technisch-wirtschaftlichen Kapazitäten zur Minderung der Treibhausgasemissionen oder zum Abbau dieser Gase;

6° die Auswirkungen des globalen Emissionshaushalts auf die sozial-wirtschaftliche Lage der Region und gegebenenfalls die Auswirkungen des partiellen Emissionshaushalts auf den betroffenen Sektor;

7° die Auswirkungen des globalen Emissionshaushalts auf die öffentlichen Ausgaben;

8° die Auswirkungen des globalen Emissionshaushalts auf das Energieangebot und auf die Kohlenstoff- und Energieintensität der Wirtschaft.

**Art. 6 -** Für die anderen Haushaltsperioden, die in Artikel 9 nicht genannt werden, erarbeitet die Agentur einen Vorschlag für den globalen Emissionshaushalt.

Für die Gesamtheit der globalen Emissionshaushalte, einschließlich derjenigen, die in Artikel 9 genannt werden, und unbeschadet von Artikel 10, schlägt die Agentur die Liste der Sektoren, unter welche der globale Emissionshaushalt aufgeteilt wird, sowie für jeden Sektor einen partiellen Emissionshaushalt vor.

Die in Abs. 1 und 2 genannten Vorschläge werden vor dem 30. Juni des Jahres, das den Anfang der betreffenden Haushaltsperiode um 12 Jahre vorausgeht, dem Sachverständigenausschuss unterbreitet.

**Art. 7 -** Der Sachverständigenausschuss untersucht, ob der Vorschlag der Agentur mit den in Artikel 5 genannten Kriterien vereinbar ist. Der Sachverständigenausschuss kann den Vorschlag der Agentur zum globalen Emissionshaushalt auf der Grundlage dieser Kriterien korrigieren.

Der Sachverständigenausschuss kann ebenfalls eine Änderung der Sektoren und der partiellen Emissionshaushalte vorschlagen.

Der Sachverständigenausschuss legt der Agentur sein begründetes Gutachten vor dem 31. Dezember des Jahres, das den Anfang der betreffenden Haushaltsperiode um 12 Jahre vorausgeht, vor. Die Agentur veröffentlicht dieses Gutachten auf ihrer Homepage und übermittelt es der Regierung mit ihrem Kommentar.

**Art. 8** - Um die in Artikel 4 genannten Ziele zu erfüllen, erlässt die Regierung:

- 1° den globalen Emissionshaushalt für jede Haushaltsperiode, mit Ausnahme der in Artikel 9 genannten Perioden;
- 2° die Liste der Sektoren und die partiellen Emissionshaushalte für jede Haushaltsperiode.

Die Regierung begründet ihren Beschluss unter Bezugnahme auf die in Artikel 5 genannten Kriterien.

Der Beschluss enthält eine detaillierte Begründung wenn der globale Emissionshaushalt, die Liste der Sektoren oder die partiellen Emissionshaushalte, die festgehalten wurden, von denjenigen abweichen, die im Gutachten des Sachverständigenausschusses empfohlen wurden.

Die Regierung verabschiedet ebenfalls die jährlichen Haushalte für jede Haushaltsperiode.

Die Emissionshaushalte, einschließlich der jährlichen Haushalte, und die Liste der Sektoren werden spätestens am 30. September des Jahres, das den Anfang der betreffenden Haushaltsperiode um 11 Jahre vorausgeht, erlassen.

#### *Abschnitt 2 — Sonderbestimmungen betreffend bestimmte Haushaltsperioden*

##### *Unterabschnitt 1 — Globale Emissionshaushalte für die Haushaltsperioden 2018-2022 und 2048-2052*

**Art. 9** - Für die Haushaltsperiode 2018-2022 wird der globale Emissionshaushalt auf 191 817 Kilotonnen CO<sub>2</sub>-Äquivalent festgelegt.

Für die Haushaltsperiode 2048-2052 wird der globale Emissionshaushalt auf von 13 701 bis 54 805 Kilotonnen CO<sub>2</sub>-Äquivalent festgelegt.

*Unterabschnitt 2 — Emissionshaushalte und Liste der Sektoren für die Haushaltsperiode, die am 31. Dezember 2017 endet, sowie für die Haushaltsperioden 2018-2022 und 2023-2027*

**Art. 10** - In Abweichung von Artikel 1, Ziffer 10°, und 6, Abs. 3, 7 und 8, erlässt die Regierung binnen sechs Monaten nach dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets:

1° den globalen Emissionshaushalt, die Liste der Sektoren, die partiellen Emissionshaushalte und die jährlichen Haushalte für die erste Haushaltsperiode, die binnen sechs Monaten nach dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets anfängt und am 31. Dezember 2017 endet;

2° die Liste der Sektoren, die partiellen Emissionshaushalte und die jährlichen Haushalte für die Haushaltsperiode 2018-2022.

**Art. 11** - In Abweichung von Artikel 6 Abs. 3, Artikel 7 Abs. 3, und Artikel 8 Abs. 5 werden der globale Emissionshaushalt, die Liste der Sektoren, die partiellen Emissionshaushalte für die Haushaltsperiode 2023-2027 zum 30. September 2017 erlassen.

In Abweichung von Artikel 8 Abs. 5 werden die jährlichen Haushalte für die Haushaltsperiode 2023-2027 ebenfalls zum 30. September 2017 erlassen.

Die in Artikel 6, Abs. 1 und 2, genannten Vorschläge werden vor dem 30. Juni 2016 dem Sachverständigenausschuss unterbreitet.

Der Sachverständigenausschuss legt der Agentur sein begründetes Gutachten vor dem 31. Dezember 2016 vor.

### *KAPITEL III — Ausführungsinstrumente*

#### *Abschnitt 1 — "Luft Klima Energie"-Plan*

**Art. 12** - Zur gleichen Zeit wie sie ihre Haushaltsvorschläge in Anwendung der Artikel 6 und 11 vorlegt, übermittelt die Agentur der Regierung einen Bericht, in dem sie die Vorschläge für Maßnahmen beschreibt, um unter Berücksichtigung der von der Regierung festgelegten regionalen Ziele in Sachen Energie folgende Auflagen zu beachten:

1° die Emissionshaushalte der laufenden Haushaltsperiode und der späteren Haushaltsperioden, einschließlich derjenigen, für die ein Emissionshaushalt festzulegen ist;

2° die Ziele in Sachen Luftqualität nach dem Gesetz vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung.

Diesem Bericht werden eine voraussichtliche Planung für das Inkrafttreten der Maßnahmen, eine Bewertung der Auswirkungen der Regelung auf die verschiedenen Akteure, eine Kosten-Nutzen-Analyse dieser Maßnahmen und ggf. eine Untersuchung der potentiellen Finanzierungsmöglichkeiten beigefügt.

**Art. 13** - Die Regierung erarbeitet, insbesondere auf der Grundlage des in Artikel 12 genannten Berichts der Agentur, den Entwurf eines "Luft Klima Energie"-Plans, in dem die Maßnahmen dargestellt werden, die sie vorhat, zu ergreifen, um die Emissionshaushalte der laufenden Haushaltsperiode und der späteren Haushaltsperioden, einschließlich derjenigen, für die ein Emissionshaushalt festzulegen ist, sowie die Ziele im Bereich der Energie und der Luftqualität einzuhalten. Diesem Planentwurf werden eine voraussichtliche Planung für das Inkrafttreten der Maßnahmen, die Auswirkungen dieser Maßnahmen und eine Kosten-Nutzen-Analyse dieser Maßnahmen beigefügt.

**Art. 14** - Die Artikel D.40 bis D.45 des Umweltgesetzbuches sind auf die Ausarbeitung des "Luft Klima Energie"-Plans anwendbar.

Die Regierung übermittelt ihren "Luft Klima Energie"-Plan dem Parlament zum 31. Dezember jedes der Jahre, im Laufe dessen sie die Haushalte verabschiedet.

**Art. 15** - Wenn die Stichdaten der internationalen Verpflichtungen nicht dem Stichdatum einer Haushaltsperiode entsprechen, kann die Regierung den Zeithorizont des Plans abändern, damit diese Stichdaten miteinander übereinstimmen.

Für die erste Haushaltsperiode, die am 31. Dezember 2017 zu Ende geht, sowie für die Haushaltsperiode 2018-2022 verabschiedet die Regierung im Jahre 2014, insbesondere auf Vorschlag der Agentur, was das Kapitel "Luft und Klima" betrifft, den in Artikel 13 genannten "Luft Klima Energie"-Plan, in dem die Entwürfe von Maßnahmen dargestellt werden, um die Emissionshaushalte der beiden Haushaltsperioden einzuhalten, und die Luftqualität zu beachten. Anschließend übermittelt sie den "Luft Klima Energie"-Plan dem Parlament.

#### *Abschnitt 2 — Ermächtigung der Regierung*

**Art. 16** - Die Regierung verfügt über die Befugnisse, die ihr kraft Artikel 1 des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung vergeben werden, um die Maßnahmen umzusetzen, die sie zwecks der Einhaltung der Emissionshaushalte für zweckmäßig erachtet.

KAPITEL IV — *Einhaltung der Emissionshaushalte und Follow-up des "Luft Klima Energie"-Plans**Abschnitt 1 — Follow-up des "Luft Klima Energie"-Plans und Prüfung der Einhaltung der jährlichen Emissionshaushalte*

**Art. 17** - Zum 30. Juni eines jeden Jahres legt die Agentur der Regierung einen Follow-up-Bericht über die Umsetzung vorliegenden Dekrets vor.

Der Follow-up-Bericht umfasst drei Teile:

1° einen Follow-up-Bericht über die Durchführung der Maßnahmen des "Luft Klima Energie"-Plans;

2° einen Bericht, in dem die Netto-Treibhausgasemissionen im Laufe des Jahres vor dem letzten abgelaufenen Jahre angegeben werden;

3° ein Gutachten, in dem die Agentur die in Tonnen CO<sub>2</sub>-Äquivalent ausgedrückte, eventuelle Abweichung der Treibhausgasemissionen im Verhältnis zu dem jährlichen globalen Emissionshaushalt und den jährlichen partiellen Emissionshaushalten bestimmt.

Der in Absatz 2, 2° genannte Bericht wird auf der Grundlage der Informationen über Treibhausgase ausgearbeitet, die von der Agentur gesammelt werden, und benutzt werden, um den europäischen Berichterstattungsverpflichtungen der Region Rechnung zu tragen. In diesem Bericht werden außerdem die in Tonnen CO<sub>2</sub>-Äquivalent ausgedrückten Treibhausgasemissionen und -abbauwerte für jedes Treibhausgas und jeden Sektor angegeben. In diesem Bericht werden ebenfalls anschließend an die europäischen Erfordernisse in Sachen Berichterstattung vorgenommene Änderungen betreffend die Informationen in den Berichten vorheriger Jahre angegeben.

In dem in Abs. 2, 3° genannten Gutachten berücksichtigt die Agentur die Vorkommnisse, die im Laufe des beobachteten Zeitraums stattgefunden haben. Gegebenenfalls werden diesem Gutachten Empfehlungen beigefügt über die Mittel, die einzusetzen sind, um die Überschreitung der jährlichen Emissionshaushalte während der laufenden Haushaltsperiode auszugleichen.

**Art. 18** - Die Agentur fügt den in Artikel 17 genannten Bericht in den Tätigkeitsbericht ein, die sie dem Parlament gemäß Artikel 4 des Dekrets vom 5. März 2008 zur Errichtung der "Agence wallonne de l'air et du climat" als Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung übermittelt.

*Abschnitt 2 — Haushaltsmaßnahmen: Abhebungen und Übertragungen zwischen globalen Emissionshaushalten*

**Art. 19** - Auf der Grundlage der in Artikel 17 genannten jährlichen Berichte und insbesondere des Gutachtens, das sie enthalten, kann die Agentur für einen globalen Emissionshaushalt, der in Artikel 9 nicht genannt wird, eine Erhöhung des Haushalts des laufenden Zeitraums vorschlagen, die mittels einer Abhebung aus dem globalen Emissionshaushalt der nachfolgenden Haushaltsperiode oder der Übertragung desjenigen Teils des globalen Emissionshaushalts einer vorhergehenden Haushaltsperiode, der die Netto-Emissionen, die für diese Haushaltsperiode berichtet wurden, überschreitet, vorgenommen wird.

Die in Abs. 1 genannte Abhebung oder Übertragung darf sich höchstens auf 4 % des globalen Emissionshaushalts der späteren Haushaltsperiode unter den beiden betroffenen Perioden belaufen.

Die Regierung erlässt die etwaigen Haushaltsabänderungen. Sie kann das Gutachten des Sachverständigenausschusses beantragen.

*Abschnitt 3 — Abänderung der globalen Emissionshaushalte*

**Art. 20** - Der globale Emissionshaushalt, der nicht in Artikel 9 genannt wird, kann abgeändert werden, wobei eine solche Abänderung nie nach dem Ende der Haushaltsperiode, auf die er sich bezieht, stattfinden darf.

Auf der Grundlage der in Artikel 17 genannten jährlichen Berichte und insbesondere des Gutachtens, das sie enthalten, kann die Agentur einen Vorschlag zu einem abgeänderten Haushalt ausarbeiten, den sie dem Sachverständigenausschuss übermittelt.

Innerhalb von sechs Monaten nach dem Eingang des Vorschlags der Agentur übermittelt der Sachverständigenausschuss der Agentur ein begründetes Gutachten über ihren Vorschlag.

Innerhalb von sechs Monaten nach dem Eingang der Gutachten der Agentur und des Sachverständigenausschusses kann die Regierung den globalen Emissionshaushalt abändern. Der Beschluss der Regierung umfasst eine detaillierte Begründung, wenn ihre Entscheidung von dem Gutachten des Sachverständigenausschusses abweicht.

*Abschnitt 4 — Prüfung der Einhaltung der globalen Emissionshaushalte am Ende der betroffenen Periode*

**Art. 21** - Auf der Grundlage der von der Agentur kraft Artikel 17 erstellten Berichte über die betroffene Haushaltsperiode gibt der Sachverständigenausschuss ein Gutachten ab, in dem er bestimmt, ob der globale Emissionshaushalt eingehalten wurde. Gegebenenfalls bestimmt er die in Tonnen CO<sub>2</sub>-Äquivalent ausgedrückte Abweichung der Treibhausgasemissionen im Verhältnis zu dem globalen Emissionshaushalt.

Das Gutachten wird spätestens am 30. September des zweiten Jahres nach dem Ende der Haushaltsperiode, auf die sich der untersuchte globale Haushalt bezieht, der Agentur übermittelt.

**Art. 22** - Die Regierung reicht ihren Bericht über die Einhaltung der Kohlenstoffhaushalte spätestens am 15. November nach dem Eingang des in Artikel 21 genannten Gutachtens des Sachverständigenausschusses im Parlament ein. Ihrem Bericht wird das in Artikel 21 genannte Gutachten beigefügt. Gegebenenfalls schlägt die Regierung die korrigierenden Maßnahmen vor, die sie als notwendig erachtet, um die Einhaltung der Emissionshaushalte zu gewährleisten.

KAPITEL V — *Sachverständigenausschuss*

**Art. 23** - Innerhalb der Agentur wird ein Sachverständigenausschuss gebildet.

**Art. 24** - Der Sachverständigenausschuss hat als Auftrag, die punktuellen Aufgaben zu erledigen, die ihm kraft vorliegenden Dekrets anvertraut werden. Der Sachverständigenausschuss ist kein permanenter Ausschuss.

**Art. 25** - § 1. Der Sachverständigenausschuss setzt sich aus sieben Mitgliedern zusammen, die unter Persönlichkeiten ausgewählt werden, die jede Gewähr für Unabhängigkeit und Befähigung in einem Bereich in direktem Zusammenhang mit den Aufgaben des Sachverständigenausschusses bieten.

Der Sachverständigenausschuss wird so gebildet, dass er über eine umfangreiche Sachkunde, insbesondere in folgenden Gebieten, verfügt:

- 1° Klimawandelforschung;
- 2° Klimapolitik;
- 3° Wirtschaft;
- 4° Technologien;
- 5° Unternehmen;
- 6° Energie;
- 7° Sozial- und Verhaltenswissenschaften.

Die Regierung bezeichnet die Mitglieder des Sachverständigenausschusses.

§ 2. Die Regierung erlässt den Betrag der Entschädigungen, die den Mitgliedern des Sachverständigenausschusses gewährt werden.

§ 3. Die Agentur übernimmt die Schriftführung des Sachverständigenausschusses.

§ 4. Es ist jedem Mitglied untersagt, an den Beschlussfassungen über Angelegenheiten teilzunehmen, an denen es ein direktes oder indirektes, auf sein Vermögen bezogenes oder persönliches Interesse hat.

**Art. 26** - Die Haushaltsmittel des Sachverständigenausschusses gehen zu Lasten des Haushaltsplans der Agentur.

KAPITEL VI — *Abänderungsbestimmungen*

**Art. 27** - In Artikel D.46, Absatz 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird die Ziffer 2° aufgehoben.

**Art. 28** - In Artikel 13 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Juni 2006, 5. März 2008, 6. Oktober 2010 und 21. Juni 2012 wird Paragraph 2 durch eine Ziffer 11° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"11° die Finanzierung der Maßnahmen, die im "Luft Klima Energie"-Plan angegeben werden, so wie dieser kraft Artikel 14, Abs. 2 des "Klima"-Dekrets von der Regierung im Parlament eingereicht wird."

KAPITEL VII — *Inkrafttreten*

**Art. 29** - Die in Art. 17 und 18 genannten Berichte werden erstmals 2015 erstellt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 20. Februar 2014

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen  
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien  
J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte  
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit  
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
C. DI ANTONIO

(1) Sitzungsperiode 2013-2014.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 943 (2013-2014). Nrn. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 19. Februar 2014.

Diskussion.

Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201572]

## 20 FEBRUARI 2014. — Klimaatdecreet (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen**Afdeling 1. — Begripsomschrijvingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

- 1° Agentschap : het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat);
- 2° globaal emissiebudget : de totale hoeveelheid broeikasgassen uitgedrukt in ton eq CO<sub>2</sub> die tijdens een budgettaire periode door de in artikel 2 bedoelde bronnen uitgebracht kan worden;
- 3° gedeeltelijk emissiebudget : de door een bepaalde sector vastgestelde hoeveelheid broeikasgassen uitgedrukt in ton eq CO<sub>2</sub> die tijdens een budgettaire periode door de in artikel 2 bedoelde bronnen uitgebracht kan worden;
- 4° jaarlijks emissiebudget : het quotiënt van de deling van het globale emissiebudget door de duur van de budgettaire periode waarop het betrekking heeft, vermenigvuldigd met een lineaire factor zodat de som van de jaarlijkse budgetten van een budgettaire periode met het globale emissiebudget van die budgettaire periode overeenstemt;
- 5° gedeeltelijk jaarlijks emissiebudget : het quotiënt van de deling van het gedeeltelijke emissiebudget door de duur van de budgettaire periode waarop het betrekking heeft, vermenigvuldigd met een lineaire factor zodat de som van de jaarlijkse budgetten van een budgettaire periode met het globale emissiebudget van die budgettaire periode overeenstemt;
- 6° Comité van deskundigen : het in hoofdstuk 5 bedoelde Comité van deskundigen;
- 7° netto-broeikasgasemissies : de hoeveelheid broeikasgasemissies bedoeld in de artikelen 2 en 3 waarvan de absorpties van die broeikasgassen worden afgetrokken;
- 8° ton equivalent CO<sub>2</sub> : de metrische ton koolstofdioxide of de hoeveelheid van elk ander broeikasgas met een gelijkwaardig aardopwarmingsvermogen;
- 9° "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) : het fonds opgericht binnen de algemene uitgaven- en ontvangstenbegroting van het Gewest bij artikel 13 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto :
- 10° budgettaire periode : de periode van vijf jaar waarvoor een emissiebudget vastgesteld wordt overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 2;
- 11° hoeveelheid van het referentiejaar : de totale hoeveelheid broeikasgasemissies bedoeld in artikel 3 voor de bronnen bedoeld in artikel 2 in 1990;
- 12° recht : het recht bedoeld in artikel 2 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto."

*Afdeling 2 — Toepassingsveld*

**Art. 2.** Dit decreet is van toepassing op de antropogene emissies door de bronnen en op de absorptie door de putten van de broeikasgassen op het grondgebied van het Waalse Gewest met uitzondering van het internationale luchtvervoer.

**Art. 3.** De broeikasgassen bedoeld in artikel 2 zijn :

- 1° kooldioxide (CO<sub>2</sub>);
- 2° methaan (CH<sub>4</sub>);
- 3° stikstofoxide (N<sub>2</sub>O);
- 4° gehalogeneerde fluorkoolwaterstoffen (HFK);
- 5° perfluorkoolwaterstoffen (PFK);
- 6° zwavelhexafluoride (SF<sub>6</sub>).

Op voorstel van het Agentschap vult de Regering de lijst van de broeikasgassen vermeld in het eerste lid aan om zich aan de internationale of Europese verplichtingen aan te passen.

*Afdeling 3. — Doelstellingen*

**Art. 4.** Dit decreet beoogt de vermindering van broeikasgasemissies van :

- 1° 30 procent equivalenten CO<sub>2</sub> ten opzichte van de hoeveelheid van het referentiejaar tegen 2020;
- 2° 80 tot 95 procent equivalenten CO<sub>2</sub> ten opzichte van de hoeveelheid van het referentiejaar tegen 2050.

De Regering bepaalt uiterlijk op 31 december 2020 het verminderingspercentage van de emissies dat tegen 2050 naar gelang van de internationale of Europese verplichtingen te bereiken is. Zo niet is het te bereiken percentage 95 %.

HOOFDSTUK II. — *Emissiebudgetten**Afdeling 1. — Procedure tot bepaling van de globale emissiebudgetten, de lijsten van de sectoren en de gedeeltelijke emissiebudgetten*

**Art. 5.** Elk emissiebudget houdt rekening met de volgende criteria :

- 1° het bereiken van de in artikel 4 bedoelde doelstellingen;
- 2° de reeds aangenomen globale en gedeeltelijke emissiebudgetten zodat de budgetten van de ene tot de andere budgettaire periode kleiner zijn;
- 3° de stand van de wetenschappelijke kennis inzake klimaatverandering;
- 4° het internationale en Europese reglementaire kader inzake klimaatverandering;

5° de technische en economische capaciteiten inzake de vermindering van de emissies of de absorptie van broeikasgassen;

6° de impact van het globale emissiebudget op de sociaal-economische toestand van het Gewest en, in voorkomend geval, de impact van het gedeeltelijke emissiebudget op de betrokken sector;

7° de impact van het globale emissiebudget op de openbare uitgaven;

8° de impact van het globale emissiebudget op het energieaanbod en op de koolstof- en energetische intensiteit van de economie.

**Art. 6.** Voor de andere budgettaire periodes dan die bedoeld in artikel 9 werkt het Agentschap een voorstel van globaal emissiebudget uit.

Voor het geheel van de globale emissiebudgetten, met inbegrip van die bedoeld in artikel 9 en onverminderd artikel 10 stelt het Agentschap de lijst van de sectoren voor tussen welke het globale emissiebudget wordt verdeeld en voor elke sector een gedeeltelijk emissiebudget.

De in het eerste en het tweede lid bedoelde voorstellen worden onderworpen aan het Comité van deskundigen voor 30 juni van het jaar dat twaalf jaar aan het begin van de betrokken periode voorafgaat.

**Art. 7.** Het Comité van deskundigen onderzoekt de overeenstemming van het voorstel van het Agentschap met de in artikel 5 bedoelde criteria. Op grond van die criteria kan het Comité van deskundigen het voorstel van globaal emissiebudget van het Agentschap wijzigen.

Het Comité van deskundigen kan ook een wijziging van de sectoren en van de gedeeltelijke emissiebudgetten voorstellen.

Het Comité van deskundigen dient zijn met redenen omkleed advies bij het Agentschap in voor de 31<sup>e</sup> december van het jaar dat twaalf jaar voorafgaat aan het begin van de betrokken budgettaire periode. Het Agentschap maakt dit advies bekend op zijn website en maakt het met zijn commentaar aan de Regering over.

**Art. 8.** Om de in artikel 4 bedoelde doelstellingen te bereiken bepaalt de Regering :

1° het globale emissiebudget voor elke budgettaire periode met uitzondering van de in artikel 9 bedoelde periodes;

2° de lijst van de sectoren en de gedeeltelijke emissiebudgetten voor elke budgettaire periode.

De Regering motiveert haar beslissing ten opzichte van de in artikel 5 bedoelde criteria.

De beslissing omvat een omstandige motivering wanneer het globale budget, de lijst van de sectoren of de in aanmerking genomene gedeeltelijke emissiebudgetten verschillend zijn van degene die in het advies van het Comité van deskundigen aanbevolen worden.

De Regering keurt ook de jaarlijkse budgetten voor elke budgettaire periode goed.

De emissiebudgetten, met inbegrip van de jaarlijkse budgetten, en de lijst van de sectoren worden uiterlijk op 30 september van het jaar dat 11 jaar voorafgaat aan het begin van de betrokken budgettaire periode bepaald.

#### *Afdeling 2 — Bijzondere bepalingen betreffende bepaalde budgettaire periodes*

Onderafdeling 1. — Globale emissiebudgetten voor de budgettaire periodes 2018-2022 en 2048-2052

**Art. 9.** Voor de budgettaire periode 2018-2022 word het globale emissiebudget op 191 817 kiloton equivalent CO<sub>2</sub> bepaald.

Voor de budgettaire periode 2048-2052 word het globale emissiebudget van 13 701 kiloton tot 54 805 kiloton equivalent CO<sub>2</sub> bepaald.

Onderafdeling 2. — Emissiebudgetten en lijst van de sectoren voor de budgettaire periode die op 31 december 2017 eindigt en de budgettaire periodes 2018-2022 en 2023-2027

**Art. 10.** In afwijking van de artikelen 1, 10°, en 6, derde lid, 7 en 8, bepaalt de Regering binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet :

1° het globale emissiebudget, de lijst van de sectoren, de gedeeltelijke emissiebudgetten en de jaarlijkse budgetten voor de eerste budgettaire periode die binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet begint en die op 31 december 2017 eindigt;

2° de lijst van de sectoren en de gedeeltelijke emissiebudgetten en de jaarlijkse budgetten voor de budgettaire periode 2018-2022.

**Art. 11.** In afwijking van de artikelen 6, derde lid, 7, derde lid, en 8, vijfde lid, worden het globale emissiebudget, de lijst van de sectoren en de gedeeltelijke emissiebudgetten voor de budgettaire periode 2023-2027 voor 30 september 2017 vastgelegd.

In afwijking van artikel 8, vijfde lid, worden de jaarlijkse budgetten voor de budgettaire periode 2023-2027 ook voor 30 september 2017 vastgelegd.

De in artikel 6, eerste en tweede lid, bedoelde voorstellen van het Agentschap worden vóór 30 juni 2016 onderworpen aan het Comité van deskundigen.

Het Comité van deskundigen dient zijn met redenen omkleed advies bij het Agentschap in voor 31 december 2016.

### HOOFDSTUK III. — *Uitvoeringsinstrumenten*

#### *Afdeling 1. — Plan lucht-klimaat-energie*

**Art. 12.** In dezelfde tijd als het zijn budgetvoorstellen overeenkomstig de artikelen 6 en 11 overmaakt, bezorgt het Agentschap de Regering een verslag tot omschrijving van de voorstellen van maatregelen om de volgende elementen na te leven met inachtneming van de door de Regering bepaalde gewestelijke doelstellingen inzake energie :

1° de emissiebudgetten van de lopende budgettaire periode en de latere budgettaire periodes met inbegrip van die waarvoor een emissiebudget bepaald moet worden;

2° de doelstellingen inzake de luchtkwaliteit bepaald krachtens de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging.

Dat verslag gaat vergezeld van een tijdschema voor de inwerkingtreding van de maatregelen, van de evaluatie van de effecten van de voorziening op de verschillende actoren, van de kosten-batenanalyse van die maatregelen en, in voorkomend geval, van de potentiële financieringsbronnen.

**Art. 13.** Op grond met name van het in artikel 12 bedoelde verslag van het Agentschap werkt de Regering een ontwerp van Plan lucht-klimaat-energie uit, waarin de maatregelen worden vermeld die ze overweegt te nemen om de emissiebudgetten van de lopende budgettaire periode en van de latere budgettaire periodes met inbegrip van die waarvoor een emissiebudget bepaald moet worden, na te leven alsook om toe te zien op de naleving van de doelstellingen inzake energie en luchtkwaliteit. Dit ontwerp van plan gaat vergezeld van een tijdschema voor de inwerkingtreding van de maatregelen, van de effecten van deze maatregelen en de kosten-batenanalyse van die maatregelen.

**Art. 14.** De artikelen D.40 tot D.45 van het Milieuwetboek zijn van toepassing op de uitwerking van het Plan lucht-klimaat-energie.

De Regering deelt haar Plan lucht-klimaat-energie aan het Parlement mede voor 31 december van elk van de jaren waarin ze de budgetten goedkeurt.

**Art. 15.** Wanneer de vervaldatum van de internationale verbintenissen niet met de vervaldatum van een budgettaire periode samenvallen, kan de Regering de tijdshorizon van het Plan wijzigen zodat die vervaldatum kunnen samenvallen.

Voor de eerste budgettaire periode die op 31 december 2017 eindigt en de budgettaire periode 2018-2022 keurt de Regering in 2014, met name op voorstel van het Agentschap wat betreft het hoofdstuk "lucht en klimaat", het in artikel 13 bedoelde Plan lucht-klimaat-energie goed, dat de voorstellen van maatregelen vermeldt om de emissiebudgetten van de twee budgettaire periodes na te leven en om over de luchtkwaliteit te waken. Ze deelt daarna het Plan lucht-klimaat-energie aan het Parlement mede.

#### *Afdeling 2. — Machtiging van de Regering*

**Art. 16.** De Regering beschikt over de machten die haar bij artikel 1 van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging worden toegekend om de maatregelen uit te voeren die ze nuttig acht om de emissiebudgetten na te leven.

#### *HOOFDSTUK IV. — Naleving van de emissiebudgetten en opvolging van het Plan lucht-klimaat-energie*

##### *Afdeling 1. — Opvolging van het Plan lucht-klimaat-energie en onderzoek van de naleving van de jaarlijkse emissiebudgetten*

**Art. 17.** Voor 30 juni van elk jaar legt het Agentschap een opvolgingsverslag over de uitvoering van dit decreet aan de Regering voor.

Het opvolgingsverslag omvat drie luiken :

- 1° een opvolgingsverslag over de uitvoering van de maatregelen van het Plan lucht-klimaat-energie;
- 2° een verslag waarin de netto-broeikasgasemissies tijdens het jaar vóór het laatste afgelopen jaar worden vermeld;
- 3° een advies waarin het Agentschap het eventuele verschil van broeikasgasemissie in ton equivalent CO<sub>2</sub> bepaalt ten opzichte van het jaarlijkse globale emissiebudget en de jaarlijkse gedeeltelijke emissiebudgetten.

Het in het tweede lid, 2°, bedoelde verslag wordt opgemaakt op grond van de inlichtingen betreffende de broeikasgassen die door het Agentschap verzameld worden en gebruikt worden om te voldoen aan de Europese verplichtingen inzake rapportering van het Gewest. Voor elk broeikasgas en voor elke sector detailleert dat verslag de in ton eq CO<sub>2</sub> uitgedrukte emissies en absorpties van broeikasgassen. Dat verslag vermeldt ook elke wijziging van de in de verslagen van de vorige jaren bedoelde informatie, die ten gevolge van de Europese voorschriften inzake rapportering is verricht.

In het in tweede lid, 3°, bedoelde advies houdt het Agentschap rekening met de omstandigheden die de overwogen periode hebben begeleid. In voorkomend geval gaat dit advies vergezeld van aanbevelingen over de middelen die uitgevoerd moeten worden om de overschrijding van de jaarlijkse emissiebudgetten tijdens de lopende budgettaire periode te vereffenen.

**Art. 18.** Het Agentschap neemt het in artikel 17 bedoelde verslag op in het activiteitenverslag dat het aan het Parlement voorlegt overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het "Agence wallonne de l'air et du climat" als dienst met afzonderlijk beheer.

##### *Afdeling 2. — Acties op de budgetten : heffingen en overbrengingen tussen globale emissiebudgetten*

**Art. 19.** Op grond van de in artikel 17 bedoelde jaarlijkse verslagen en in het bijzonder op het advies dat ze omvatten en voor een globaal emissiebudget dat niet in artikel 9 bedoeld is, kan het Agentschap voorstellen om het budget van de lopende periode te verhogen via een heffing op het globale emissiebudget van de volgende budgettaire periode of een overbrenging van het deel van het globale emissiebudget van een vorige budgettaire periode dat hoger is dan de voor die budgettaire periode overgebrachte emissies.

De in het eerste lid bedoelde heffing en overbrenging worden beperkt tot 4 % van het globale emissiebudget van de laatste budgettaire periode tussen de twee betrokken periodes.

De Regering bepaalt de eventuele budgettaire wijzigingen. Ze kan het advies van het Comité van deskundigen vragen.

##### *Afdeling 3. — Wijziging van de globale emissiebudgetten*

**Art. 20.** Het globale emissiebudget dat niet in artikel 9 bedoeld is, kan gewijzigd worden zonder dat een dergelijke wijziging ooit kan verricht worden na het einde van de budgettaire periode waarop het betrekking heeft.

Op grond van de in artikel 17 bedoelde jaarlijkse verslagen en in het bijzonder op het advies dat ze omvatten, kan het Agentschap een voorstel van gewijzigd budget uitwerken, dat ze aan het Comité van deskundigen overmaakt.

Binnen zes maanden na ontvangst van het voorstel van het Agentschap maakt het Comité van deskundigen het Agentschap een gemotiveerd advies over zijn voorstel over.

Binnen zes maanden na ontvangst van de adviezen van het Agentschap en van het Comité van deskundigen kan de Regering het globale emissiebudget wijzigen. De beslissing van de Regering omvat een omstandige motivering wanneer haar beslissing verschillend is van het advies van het Comité van deskundigen.

##### *Afdeling 4. — Onderzoek van de naleving van de globale emissiebudgetten na afloop van de betrokken periode*

**Art. 21.** Op grond van de verslagen betreffende de betrokken budgettaire periode die door het Agentschap overeenkomstig artikel 17 opgemaakt worden, brengt het Comité van deskundigen een advies uit waarin het bepaalt of het globale emissiebudget nageleefd is. In voorkomend geval bepaalt laatstgenoemde het eventuele verschil in emissie van broeikasgassen in ton equivalent CO<sub>2</sub> ten opzichte van het jaarlijkse globale emissiebudget.

Het advies wordt aan het Agentschap overgemaakt uiterlijk op 30 september van het tweede jaar na het einde van de budgettaire periode waarop het onderzochte globale budget betrekking heeft.

**Art. 22.** Uiterlijk op 15 november na ontvangst van het in artikel 21 bedoelde advies van het Comité van deskundigen dient de Regering haar verslag over de naleving van de cumulatieve budgetten bij het Parlement in. Zijn verslag gaat vergezeld van het in artikel 21 bedoelde advies. In voorkomend geval stelt de Regering de verbeteringsmaatregelen voor die ze nuttig acht om de naleving van de emissiebudgetten te waarborgen.

#### HOOFDSTUK V. — *Comité van deskundigen*

**Art. 23.** Er wordt binnen het Agentschap een Comité van deskundigen opgericht.

**Art. 24.** Het Comité van deskundigen heeft als opdracht gerichte taken die bij dit decreet worden opgelegd, uit te voeren. Dat Comité is niet permanent.

**Art. 25.** § 1. Het Comité van deskundigen bestaat uit zeven leden gekozen onder persoonlijkheden die alle onafhankelijkheids- en bevoegdheidsgaranties vertonen in een aangelegenheid in rechtstreeks verband met de opdrachten van het Comité van deskundigen.

Het Comité van deskundigen is zodanig samengesteld dat het over een expertise beschikt met name op de volgende gebieden :

- 1° de wetenschap van de klimaatverandering;
- 2° het klimaatbeleid;
- 3° de economie;
- 4° de technologieën;
- 5° de bedrijven;
- 6° de energie;
- 7° het sociaal en gedragsaspect.

De Regering wijst de leden van het Comité van deskundigen aan.

§ 2. De Regering bepaalt het bedrag van de aan de leden van het Comité van deskundigen toegekende toelagen.

§ 3. Het Agentschap neemt het secretariaat van het Comité van deskundigen waar.

§ 4. Het is elk lid verboden om te beraadslagen over voorwerpen waarvoor het een rechtstreeks of onrechtstreeks, patrimoniaal of persoonlijk belang heeft.

**Art. 26.** De begroting van het Comité van deskundigen is ten laste van de begroting van het Agentschap.

#### HOOFDSTUK VI. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 27.** In artikel D.46, eerste lid, van Boek I van het Milieuwetboek wordt 2° opgeheven.

**Art. 28.** In artikel 13 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, gewijzigd bij de decreten van 22 juni 2006, 5 maart 2008, 6 oktober 2010 en 21 juni 2012, wordt § 2 aangevuld met een punt 11°, luidend als volgt :

"11° de financiering van de acties vermeld in het Plan lucht-klimaat-energie zoals ingediend door de Regering bij het Parlement overeenkomstig artikel 14, tweede lid, van het klimaatdecreet."

#### HOOFDSTUK VII. — *Inwerkingtreding*

**Art. 29.** De in de artikelen 17 en 18 bedoelde verslagen worden voor de eerste keer in 2015 opgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 februari 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

C. DI ANTONIO

(1) Zitting 2013-2014.

Stukken van het Waals Parlement, 943 (2013-2014). Nrs 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 19 februari 2014.

Bespreking

Stemming.